



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

De la condition des paysan-ne-s...

Produire à tout prix?

Chaque 16 octobre, nous célébrons la journée mondiale de l'alimentation. Cette journée est dédiée au droit à l'alimentation pour toutes et tous sur cette planète. Malgré une hausse continue de la production sur le plan mondial, plus de 925 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Ce chiffre qui était encore l'an passé de 850 millions a augmenté en raison de la crise alimentaire débutée en 2007. Comme nous l'avons souvent dit, la crise alimentaire n'est pas liée à une crise de la production, mais bien au système qui pousse à s'orienter toujours plus, tant au nord qu'au sud, vers une agriculture industrielle destinée essentiellement à l'exportation.

Alors que certains souffrent de la faim, d'autres continuent à produire et sont toujours moins rémunérés pour le fruit de leur travail. Nous produisons trop. Cela choquera peut-être quelques uns d'entre vous, mais penser que produire plus se justifie par la crise alimentaire actuelle est erroné. Ceux qui ont faim ne recevront pas plus (il y a aujourd'hui comme hier théoriquement assez de nourriture pour nourrir la population mondiale) et les marchés sont inondés par des surplus structurels qui détruisent les prix indigènes tout en menaçant les marchés extérieurs par les potentiels bradages des excédents.

Aujourd'hui il est véritablement temps de se reposer une fois de plus la question: A qui profite une production qui ne répond pas aux attentes du marché? Assurément pas aux producteurs qui, s'ils pourront à court terme engranger quelques liquidités supplémentaires, condamnent le niveau des prix. Les acheteurs, qui poussent à la production, sont bien trop heureux de saisir la perche ainsi tendue et s'appêtent à annoncer rapidement qu'en raison de la



En Allemagne, les producteurs ont manifesté le 16 octobre dernier à Berlin pour dénoncer une surproduction, encouragée par l'UE et les acheteurs, qui mène à la création de montagnes de poudre de lait qui font une pression énorme sur les prix.

surproduction, les prix doivent baisser. Ou ce sera par des mesures d'allègement du marché que nous «liquiderons» les quantités supplémentaires; que ce soit du lait ou ses produits dérivés, du blé ou autres. Et c'est vous, producteurs, qui payez ces mesures d'allègement par vos cotisations. Produire coûte de l'argent; il ne faut jamais l'oublier. D'autant qu'aujourd'hui, certains prix ne couvrent plus les coûts de production. C'est pourquoi Uniterre n'a jamais cessé de dire qu'il vaut mieux ne pas commencer à produire ce qui sera ensuite des surplus, que de chercher des solutions pour les éliminer à coûts de millions.

Est-ce la condition du paysan que de produire quoi qu'il arrive? Est-il possible

de sortir de ce carcan qui semble «obliger» le paysan à se lever chaque jour aux aurores pour couler du lait, battre des céréales? Loin de nous l'idée de faire la morale, mais la situation est suffisamment sérieuse pour ne pas réagir. Si Uniterre a demandé l'une ou l'autre fois de réduire de 3 ou 4% la production de lait, de mettre des jachères ou de produire extenso ce n'est pas par ce que nous souhaitons que l'agriculture ne produise plus des biens alimentaires. C'est justement parce que nous souhaitons garantir un avenir florissant à notre secteur qu'il faut aujourd'hui affirmer: produisons que ce que le marché peut absorber et renonçons ensemble à ces quelques petits pourcents de trop qui font le jeu des acheteurs.



Lait

Réactions

Page 2



Eclairage

Fourrages à la ferme

Pages 4-5



Semer l'Avenir

à Genève aussi

Page 7



Agrocarburants

Le cas Colombie

Page 8

MARCHE LAITIER

Les fronts se durcissent suite au refus de hausse de prix et des menaces de baisses: réactions

Echec aux négociations du prix du lait Gruyère. A qui la faute?

La non-entrée en matière des affineurs depuis l'assemblée du 25 juin 2008 en dit long. Les producteurs ne sont pas naïfs: jouer la montre était un but non-avoué de nos «partenaires» affineurs, afin de se rapprocher un maximum du moment des baisses de soutien qui nous sont annoncées pour le 1^{er} janvier 2009, ainsi que du transfert des paiements directs vers l'UGB vache laitière. Les tentatives de conciliation menées par le Président ainsi que par le Directeur de l'IPG sont restées vaines. La demande

effet une augmentation de l'offre et une pression accrue sur le prix du lait. Les quantités de lait supplémentaires ne servent que ceux qui les transforment. Les promoteurs producteurs de ces quantités ne se battent pas pour la cause de la défense des producteurs mais servent bien des intérêts très personnels liés à une présence au conseil d'administration d'usines de transformation, présente ou passée, qui laisse inévitablement des traces.

Il va de soi que ces usines de transformation doivent générer des marges correctes, mais ce n'est pas aux producteurs de lait de sponsoriser ces usines.

Quantités laitières supplémentaires: c'est révoltant!

Je réagis à propos de la volonté de l'industrie laitière d'augmenter les quantités et qui n'a d'autres buts que d'abaisser encore plus le prix du lait aux producteurs et de créer volontairement des montagnes de beurre.

Disons le haut et fort, l'augmentation des quantités de lait sur le marché est pensée pour faire baisser sciemment le prix du lait et rendre toujours plus précaire la situation des producteurs. Cerise (amère!) sur le gâteau, l'industrie nous pille notre fonds de soutien! De qui se moque-t-on?

Pour ma part, je considère comme légitime notre demande d'élever le prix du lait à 1.- le litre (c'est ce que nous touchions il y a 20 ans ...) en ce qu'elle vise à assurer une meilleure couverture des frais de production. Rien de somptuaire dans cette revendication et complètement dans l'optique d'un développement durable!

Cela fait deux décennies que nous subissons des baisses scandaleuses et injustifiées. Beaucoup de producteurs ont dû abandonner leur exploitation, et les autres vivent un quotidien précaire. Par votre faute, messieurs les industriels!

J'en appelle au bon sens des produc-

teurs pour combattre cette politique désastreuse pour la vie des exploitants agricoles. Une solidarité est indispensable, notamment en adhérant au pool national. En effet, c'est à cette seule condition, et en regroupant l'offre, qu'on pourra obtenir un prix du lait équitable. Ne vaut-il pas mieux produire 150'000 kg à 1.- que 200'000 kg à 0,70.-?

Il faut le savoir, l'intérêt des industries laitières est justement de diviser pour mieux régner. La politique d'accorder aux producteurs des quantités de lait supplémentaires est un leurre. L'accepter aboutit malheureusement à pénaliser tout le secteur de la production.

Alors, ne tombons pas dans cette véritable arnaque aux conséquences humaines désastreuses. Ne vous en déplaise, messieurs les industriels, sans les producteurs vous n'êtes rien. La matière première est entre nos mains. Et ce sont les producteurs qui se lèvent le matin pour traire le bétail!

A mon sens, la grève de ce printemps n'était qu'une mise en bouche pour ces messieurs les acheteurs. J'espère que cette fois notre défense professionnelle (PSL) ne vous tendra pas le bâton que vous retournerez contre nous!

Préparez-vous, messieurs les industriels, la fin de l'année risque d'être dantesque...

André Muller



A Pringy, les producteurs étaient nombreux à demander une hausse des prix du lait de Gruyère.

d'augmentation du prix du Gruyère, sortie fromagerie, acceptée par le collègue des producteurs et par celui des fromagers, aurait eu comme résultante une augmentation du prix du lait. Les affineurs, à l'unanimité, en ont décidé autrement. Pourquoi? Une des raisons, sournoise de surcroît, est que nos affineurs dépendent d'acheteurs de lait de centrale. Pour exemples: Mifroma, dont la direction est identique à Elsa, commercialise une part importante du marché du Gruyère et Emmi, fournisseur de Coop, est propriétaire de Fromco. A eux deux, ils forment aussi les poids lourds du marché du lait de centrale. Les autres affineurs sont relégués au rôle de suiveurs.

Le signal est clair, ces affineurs, par leur veto, définissent leur stratégie pour l'avenir du lait de centrale sous pression en cette fin d'année. La progression des quantités de lait de centrale a pour

Alors, restons à notre place afin que la cause des producteurs reste essentielle. La gestion des quantités de lait par les producteurs servira d'abord les producteurs; une autre forme de gestion des quantités ne peut que prêter à tort aux producteurs. Donnons-nous les moyens de gérer l'offre. Echec aux négociations du Gruyère. A qui la faute?

Olivier Tombez

Assemblée Jura bernois
Mercredi 12 novembre, Hôtel du Midi à Reconvilier, 20h.
Ouvverte à tous les membres payants ou sympathisants de la région
- Présentation d'Uniterre par Pierre-André Tombez, président romand.
- Réactivation de la section jura bernois, enjeux et organisation.
Plus d'infos: 032 751 26 61, Paul Sautebin.



Au lendemain de l'action à Pringy, Emmi annonçait des bénéfices record.

Ne pas sacrifier l'alimentation aux intérêts de l'exportation

La campagne «Lait Equitable, Fair Milk» démontre comment garantir l'approvisionnement et assurer la qualité de la production laitière en Europe. Les problèmes de l'évolution du marché laitier européen sont un reflet des difficultés sur le marché laitier suisse. Un petit excédent de production de l'ordre de 1% ou 2% fait pression sur les prix, qui ont déjà commencé à baisser.

Il y a exactement un an, «le Lait Equitable - Fair Milk», fut lancé comme symbole de la campagne européenne des producteurs laitiers. Le 17 octobre 2007 la vache en résine Justine entra en scène; elle plaide depuis pour l'avenir du marché laitier. Sur les bords des routes, dans les exploitations laitières, sur les prairies des villages et lors de rencontres et de manifestations, «Justine incarne la défense d'un revenu équitable pour les producteurs laitiers, la préservation d'un paysage agricole, des revenus équitables pour les producteurs laitiers qui assurent la sauvegarde d'emplois et une plus-value dans l'espace rural» explique Romuald Schaber, le président de l'European Milk Board. «Des prix du lait équitables sont indispensables pour garantir une production laitière qui approvisionne les consommateurs en produits alimentaires frais et de

haute qualité issus de la région et ce, chaque jour et quoi qu'il arrive» déclare Ernst Halbmayr, le père du Lait Equitable en Autriche. Actuellement, la politique européenne tend à mettre en place des conditions politiques qui améliorent les chances d'exportation de l'industrie laitière européenne au détriment des prix laitiers et donc du revenu des éleveurs. Sieta van Keimpe, vice-présidente d'EMB, originaire des Pays-Bas commente: «En regard aux coûts de production européens qui sont élevés en comparaison à l'échelle internationale, il n'est pas indiqué que nous produisions en quantité en Europe du lait pour le marché international. Des subventions à l'exportation qui permettent l'exportation de lait en poudre et de beurre provoquent des distorsions des échanges et mettent en danger les marchés laitiers également dans les pays du sud».

Le développement des marchés financiers montre bien qu'une spéculation sur une future croissance des marchés mondiaux comporte un grand risque. Une dérégulation ne saurait donc être considérée comme une solution adéquate pour l'approvisionnement en produits alimentaires. Le marché laitier a besoin de conditions cadres afin de fonctionner sans interruption et de garantir l'appro-

visionnement de la population par le biais de prix équitables. Ces conditions cadres sont entre autres:

- une réglementation aux frontières qui permette un accès équitable aux marchés en protégeant notre marché de produits importés arrivant à des prix et à des qualités inférieurs aux standards européens.
- une régulation souple des volumes qui permette d'adapter l'offre à la demande.
- une influence des producteurs laitiers sur la formation des prix; les coûts réels de production doivent en être les critères.

Lors de leur rencontre informelle à Annecy, les Ministres européens de l'agriculture ont eux aussi clairement déclaré qu'une libéralisation des marchés liés aux produits alimentaires ne saurait être une option vu qu'elle comporte de trop grands risques en terme de sécurité alimentaire et de garantie d'approvisionnement de la population.

Au niveau d'EMB des contacts ont été pris avec des producteurs polonais et tchèques pour l'élargissement de l'organisation. En Allemagne, le 16 octobre, 7'000 producteurs de lait allemands ont manifesté à Berlin pour une réduction des quotas et un prix rémunérateur d'au moins 40 cts d'€ alors que le prix est déjà

descendu à 33 cts d'€. Au Danemark, il y a encore 4'500 producteurs de lait avec 1 million de litres par exploitation en moyenne. Chaque année 10% des exploitations arrêtent. Les exploitations grandissent, le travail augmente, mais les revenus sont insuffisants. Le prix se situe à 33 cts d'€. En France, l'industrie pousse à une contractualisation directe entre producteurs et laiteries. Ce modèle est rejeté par l'OPL, car il ne fait qu'augmenter la dépendance des producteurs et n'apporte aucune solution par rapport à une régulation des quantités, condition essentielle pour l'obtention d'un prix rémunérateur. En Hollande, les prix varient entre 27 et 30 cts d'€. L'industrie annonce de nouvelles baisses. Plusieurs producteurs engagés dans des blocages de laiteries durant la grève de ce printemps sont en prise avec des poursuites judiciaires. En Italie le prix de septembre se situe à 40-42 cts d'€. Les prix évoluent à la baisse. Lactalis poursuit une stratégie agressive de rachat avec des pratiques de dumping de fromages frais.

Une journée d'action européenne pour une régulation des quantités et des prix rémunérateurs a été fixée pour le 17 novembre.

Rudi Berli

Une belle mobilisation européenne à Annecy

Le week-end du 20 et 21 septembre dernier, une belle mobilisation a eu lieu à Annecy. Elle a rassemblé 1'000 personnes pendant les conférences et ateliers du samedi et du dimanche matin et 5'000 personnes à la manifestation du dimanche après-midi. Seul petit regret, la timide présence d'Uniterre à cet événement pourtant proche de chez nous.

Manifeste

Nous publions ici un extrait du manifeste que vous pouvez retrouver sur www.changeonslapac.org.

«Manger chaque jour reste un besoin prioritaire pour tous. Or le droit à l'alimentation est méprisé: il est inacceptable qu'un milliard d'humains n'ait pas accès à une alimentation suffisante, saine et culturellement adaptée soit par pauvreté (qui n'épargne pas l'Europe), soit par manque d'accès à la production agricole. Des millions de paysannes et paysans, de ruraux sont poussés par la misère vers les grandes villes et l'émigration. Dans l'Union Européenne (UE), une ferme disparaît chaque minute: pour la majorité des paysan(ne)s, la Politique Agricole Commune (PAC) actuelle ne

permet pas de vivre dignement de son travail. Alors que nous devons faire face aux changements climatiques, à la crise énergétique, la disparition massive de la biodiversité, l'agriculture européenne développe encore des modes de production qui consomment trop d'énergie, d'eau, aggravent le réchauffement climatique

A l'heure du bilan de santé de la politique agricole européenne, l'UE doit considérer qu'elle a d'abord vocation à assurer l'alimentation de sa population, avant de prétendre nourrir le monde. Il ne s'agit pas d'un repli égoïste mais au contraire de permettre aux autres pays d'exercer leur droit de souveraineté

l'agriculture doit être reconnue d'utilité publique. Les gouvernants doivent se fixer pour objectif le maintien de tous les paysans dans toutes les régions d'Europe. Il faut produire au plus près des consommateurs, afin de réduire les transports et d'améliorer la qualité des produits. Rappelons que l'UE est le premier importateur et exportateur de denrées agricoles et alimentaires: ce modèle est périmé.

Pour ces raisons, le cadre international imposé aux politiques agricoles depuis les années 1990 par les règles de l'OMC doit être revu. Et cela se résume en 4 points:

1. Des paysans qui veulent vivre de leur métier:
 - Favoriser l'accès au métier,
 - Des prix avant des primes,
 - Réguler et protéger les marchés, mais en abandonnant le dumping.
2. Préserver l'environnement.
3. Rapprocher consommateurs et producteurs.
4. Sans souveraineté alimentaire il n'y aura pas de bonne politique agricole.»

Valentina Hemmeler Maïga



La Coordination Européenne Via Campesina en tête de manifestation.

et sont coûteuses pour le contribuable (santé, emploi, dépollution...)

Une autre politique agricole et alimentaire européenne

alimentaire et de développer partout, au nord comme au sud, une agriculture paysanne et durable. Pour assurer la sécurité alimentaire, pour préserver la planète, dynamiser le monde rural,

ECLAIRAGE

Alimenter son troupeau de manière autonome

Nous sommes pour diverses raisons amenés à nous poser la question de l'affouragement de nos troupeaux. Si nous souhaitons une agriculture durable, est-il envisageable de rester aussi dépendants des protéines végétales provenant d'outre-mer? Est-ce économiquement encore intéressant? Nous lançons une série d'articles sur le sujet.

Charles-Bernard Bolay et son épouse Fabienne, associés depuis trois ans avec leur fils Nicolas, gèrent une exploitation agricole à Genolier près de Nyon. La famille Bolay a su intégrer plusieurs éléments afin de faire de leur exploitation un domaine qui tourne essentiellement en cycle fermé. Mais pour comprendre, faisons un petit retour historique.

Du lait à la viande

En 1995, l'exploitation est essentiellement basée sur un troupeau de vaches laitières Simmental avec un contingent de 170'000 litres. Cette année là, le rural prend feu. Rappelez-vous, à cette époque, les discussions à l'OMC sont lancées et l'ouverture des marchés se profile.

Charles-Bernard se décide à réorienter son domaine vers les vaches allaitantes de race charolaise. Il est le premier éleveur à importer 30 bêtes en Suisse, en septembre 1995. Entre l'automne 1995 et le printemps 1996, l'entier du troupeau laitier est remplacé par les charolaises. Pour la famille, l'hiver a été long entre la traite, la construction du rural, l'arrivée du nouveau troupeau. La transition se passe malheureusement au moment de la crise de la vache folle et les vaches laitières sont vendues bien moins chères que ce qui avait été estimé.

Le couple, courageux, prend le risque financier et se lance ainsi dans une nouvelle aventure. Avant cela, il vendait un peu de viande issue de quelques veaux et génisses. Avec l'arrivée des charolaises, de nombreux clients souhaitent s'approvisionner à la ferme. Cela incite donc les Bolay à installer un local de découpe sur la ferme pour écouler une bonne part de leur production en direct.

Du fourrage «maison»

L'exploitation s'étend sur 65 ha en plaine et autant en montagne, dont une grande partie en location. Un peu plus de 30 ha sont en terres ouvertes, le reste en herbe. Le cheptel est constitué de 150 têtes de bétail dont 65 vaches, le reste étant des veaux, taureaux et génisses.

Les bêtes sont intégralement engraisées sur l'exploitation, de la naissance à l'abattage. Cela fait 40 ans que la famille Bolay valorise la production fourragère de la ferme pour son troupeau. Le cheptel est au coeur du système et le reste de l'exploitation s'adapte à celui-ci. Les Bolay font de l'ensilage d'herbe et de maïs et cultivent de l'orge (5 ha) qui constitue la base de l'engraissement, du blé fourrager (4 ha), du triticale (1

ha) et du lupin (3 ha).

Le lupin est une culture qui s'est imposée petit à petit chez les Bolay. Il leur donne entière satisfaction. Charles-Bernard utilisait d'abord du soja, mais il a arrêté lorsque cette culture a été la cible des OGM. Il ne faisait plus confiance à la possibilité d'une filière propre. Par

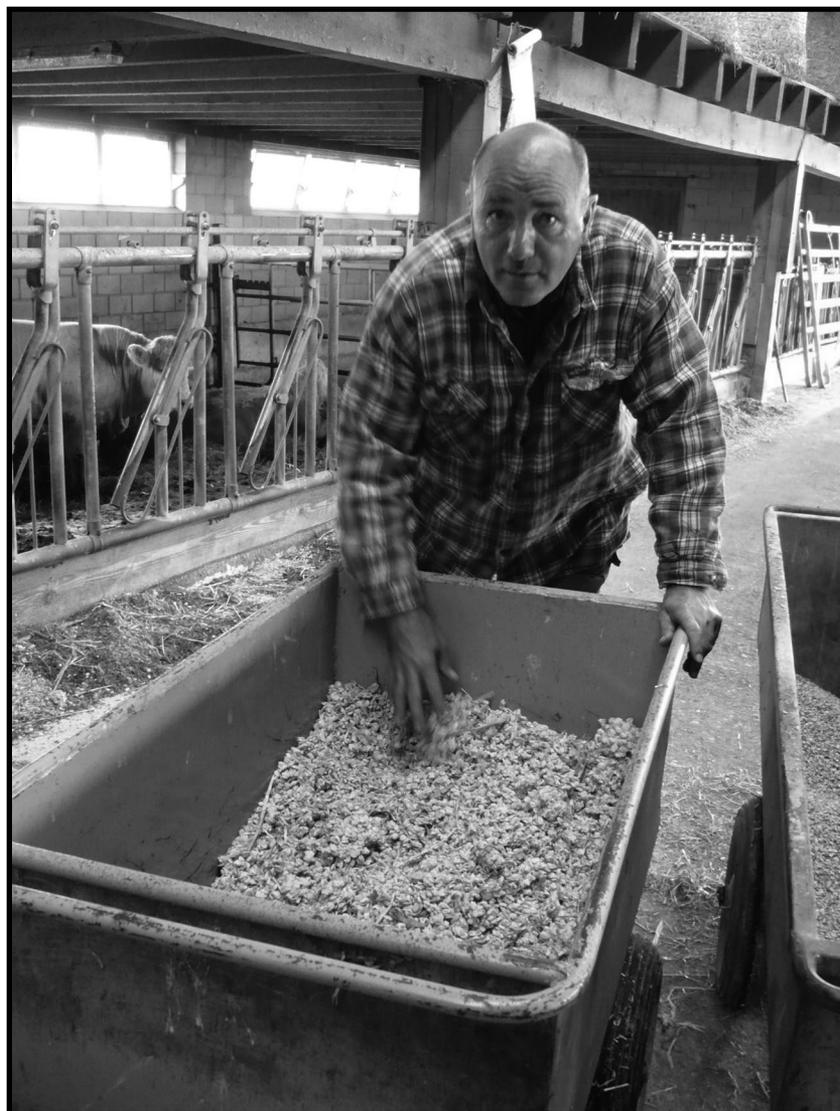
de préparer des rations toutes les deux semaines environ. Ensuite, le lupin passe sous l'aplatisseur et se conserve facilement deux ans dans des big-bag d'une tonne environ. Cette culture lui fournit 33 ou 35% de protéines et est riche en oméga 3. De plus, il a pu constater que l'aspect visuel de la

et est plus riche en protéine. S'ajoute également l'ensilage de maïs et herbe.

Quant aux vaches et aux génisses, elles reçoivent de l'ensilage d'herbe et de maïs, de la paille et du foin et un saupoudrage du même aliment que pour le reste du troupeau.

L'ensemble du cheptel profite également des pâturages, que ce soit en plaine ou sur l'alpage de mai à octobre, au-dessus de St Cergues.

Cette autonomie dans l'affouragement du bétail leur permet de s'affranchir de la fluctuation des prix des fourrages, leur garantit une parfaite traçabilité de l'aliment, répond à ce qu'il souhaite en terme d'équilibre alimentaire et leur fournit une excellente carte de visite auprès des consommateurs.



Charles-Bernard Bolay devant son lupin qu'il sert au bétail.

ailleurs, cette culture n'est pas particulièrement adaptée à sa région. Il lui faut de l'humidité et de la chaleur, pas de coups de froid au mauvais moment car elle est très sensible. L'arrosage en devient presque indispensable ce qui n'est pas très intéressant.

Après le soja, il y a eu quelques tentatives avec des tourteaux de lin pendant deux ans qui ne se sont pas révélées fructueuses. Depuis trois ans, il s'est orienté vers le lupin. Après récolte, le lupin est traité à l'acide propionique afin de permettre la préparation des rations d'aliment en quantité importante. Sans ce traitement, il serait nécessaire

viande est bien meilleur avec le lupin qu'avec le soja.

Ration équilibrée et efficiente

Les veaux et les taureaux d'engraissement sont affouragés avec un nourrisseur qui permet une alimentation à volonté. L'aliment est constitué par un tiers de lupin et deux tiers d'orge, blé, triticale et son. Des minéraux sont ajoutés. Le son est un excellent régulateur de panse, simple et bon marché. Charles-Bernard cultive du blé fourrager car celui-ci offre un meilleur rendement que l'orge



Un jeune taureau du troupeau.

Une viande de qualité vendue en direct

La famille Bolay a souhaité aller jusqu'au bout de la démarche et commercialise également la viande issue de son troupeau. L'abattoir coopératif de Rolle leur permet de jouer la carte de la proximité. Ils ont engagé un boucher qui travaille deux jours par semaine avec Fabienne Bolay pendant la saison qui s'écoule de début octobre à mai avec une interruption entre Noël et mi-janvier.

Sur les 60 veaux annuels, près de 50% sont écoulés par le biais de la vente directe. Ce sont les mâles et quelques femelles qu'ils ne souhaitent pas garder pour la remonte. Les bêtes sont abattues entre 12 et 14 mois et pèsent alors entre 300 et 400 kilos de carcasse.

En plus de la vente directe, la famille vend quelques reproducteurs à des collègues. C'est un nouveau marché qui se développe depuis qu'il est indispensable d'avoir des taureaux reconnus pour la reproduction. Des vaches de réformes et quelques taureaux sont également vendus hors du canal de la vente directe. Ils sont écoulés sous le label SwissPrimBeef

ECLAIRAGE

de l'association «Vache mère Suisse». Cette viande est essentiellement destinée à la gastronomie.

Pour la famille Bolay, le label Swiss-PrimBeef est intéressant car les bêtes peuvent peser plus de 280 kilos et le



Les pâturages de plaine dans la région de la Côte.

prix au kilo est plus favorable. D'autant que les «derniers kilos» ne sont pas trop chers à la production ce qui rend la vente sous label de bêtes un peu plus lourdes plus intéressante.

Un engagement syndical

A côté de ces nombreuses activités, Charles-Bernard est président de la section Vaud d'Uniterre. Il est actif au comité directeur et s'engage notamment dans la commission grandes cultures

& viande du syndicat ainsi que sur les dossiers «vaudois» comme par exemple la nouvelle loi sur l'agriculture vaudoise.

Charles-Bernard ne souhaite pas faire de leçon. Il essaie simplement de tirer

qui plombent ensuite les marchés tout en ruinant notre santé.

Il considère aussi qu'il va falloir prendre à bras le corps la question du prix des grandes cultures. En tout cas, si nous souhaitons maintenir une production en Suisse. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus continuer à demander d'une part, en tant qu'engraisateurs, des prix bas pour le fourrage et d'autre part, en tant que céréaliers, des prix pour notre production. Ne serait-il pas possible de s'affranchir quelque peu, de prendre l'initiative et de suggérer des contrats directs entre céréaliers et engraisateurs? Il existe des moulins mobiles qui sont parfaits pour fabriquer de l'aliment à façon, complémenté par du soja, du lupin, du lin ou de la féverole que nous pourrions produire. Il resterait alors juste à compléter avec des minéraux. Dossier à suivre par la commission d'Uniterre?

Valentina Hemmeler Maïga



Pendant cinq mois, le troupeau profite des hectares situés en montagne.

Un projet familial

A n'en pas douter, l'exploitation des Bolay tourne à plein régime. Trois personnes sont impliquées sur l'exploitation.

Fabienne se charge de l'administration, de la boucherie et collabore avec son époux à l'étable et sur l'alpage où ils sont actifs tous les deux 4 à 5 mois par an.

Nicolas, après un CFC agricole et un brevet, commence sa maîtrise. Ils s'occupe prioritairement des cultures de l'exploitation, mais s'implique aussi dans le suivi du troupeau.

Charles-Bernard s'engage aujourd'hui essentiellement pour le bétail et sur l'alpage.

La famille exploite également de la forêt pour en faire du bois de cheminée.

des conclusions de sa propre expérience.

Il souhaiterait que les paysan-ne-s échangent plus entre eux, sur leurs expériences professionnelles respectives. Il regrette le fait que les collègues aient tendance à se renfermer sur leur domaine et ne prennent plus le temps de discuter.

Il estime qu'il est aujourd'hui indispensable que les paysans cessent de raisonner en terme de quantité produite, mais qu'ils fassent le bilan de ce qui reste à la fin de l'exercice. Lorsque le monde paysan aura pris la décision de regarder le chiffre qui se situe au bas de la page de la comptabilité, le dossier de la gestion des quantités à produire aura vraisemblablement bien avancé... il faut absolument produire ce dont nous avons besoin et non produire des surplus

Petit agenda Uniterre

Vendredi 31 octobre, 18h au salon des Goûts et Terroirs à Bulle.

«La crise alimentaire, tous concernés!»

La crise alimentaire a engendré cette année des situations dramatiques et des émeutes de la faim dans de nombreux pays. Quelles en sont les causes? Peut-on faire la part des choses entre libéralisme économique et souveraineté alimentaire? La hausse des prix est-elle une chance pour l'agriculture familiale?

Avec Bernard Njonga, Prés. Association Citoyenne pour la Défense des Intérêts Collectifs, Cameroun, Luzius Wasescha, Ambassadeur de Suisse auprès de l'OMC, Jean-François Rime, Conseiller National, Jean-Jacques Friboulet Prof. d'économie, Valentina Hemmeler Maïga, Syndicat Uniterre, Gil Ducommun, anc. Prof., HES agronomie Zollikofen, Frédéric Ménétrety, Union suisse des paysans.

Animation: Roger de Diesbach

Débat organisé par Fribourg-Solidaire.

Lundi 10 novembre 2008, 20h30 au Muséum d'histoire naturelle, Genève.

Agriculture et sécurité alimentaire en Afrique: les raisons de la crise. Le cas du Sénégal.

Avec Boubacar Ba, Dr. en Sciences économiques et sociales et post grade en développement durable. Auteur d'un livre sur le même sujet aux éditions L'Harmattan.

Brèves céréales

Protection à la frontière:

Uniterres'oppose à la baisse prévue de la protection à la frontière des céréales (-4./dt) pour juillet 2009. Nous avons écrit à l'OFAG afin que l'office relaie cette demande de la FSPC, soutenue également par l'USP, au département de l'économie pour que le Conseil fédéral se penche sur cette question et renonce à cette baisse.

Importation du maïs:

Le prix du maïs sur les marchés internationaux est en baisse. Nous avons déjà écrit à l'OFAG pour lui demander d'utiliser la marge de manœuvre à sa disposition pour taxer le maïs grain afin que son prix soit situé à 45.-/dt. Mais en septembre, tel n'a pas été le cas et la taxe est bien insuffisante. Ce qui fait que du maïs importé est disponible à moins de 40.-/dt en Suisse. En pleine période de récolte, ce n'est pas acceptable. Nous avons à nouveau demandé que cette taxe soit rehaussée.

Commission grandes cultures & viande

La commission est en activité depuis juillet dernier. Nous avons plusieurs projets en tête, mais pour les réaliser, nous recherchons des personnes, éleveurs ou intéressés par les grandes cultures. La prochaine séance aura lieu le 23 novembre à 20h15 à Yverdon. Renseignements à Uniterre: 021 601 74 67. Valentina Hemmeler ou sur l'agenda du site.

Déchetage de bois

ETA FRAGNIERE Sàrl
Entreprise de travaux agricoles
1695 Estavayer-le-Gibloux
079/410.99.85

Pressage de balles rondes maïs

Avec manteau plastique

InterLock

Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglisse et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA . CP 48 . 1627 VAULRUZ

☎ 026 913 79 84

✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

Stop aux importations sans respect du social

«L'élevage de poules en batterie n'est plus autorisé en Suisse depuis 1992. Il est cependant possible d'importer des œufs produits dans ce type d'installations à l'étranger. Ils doivent alors obligatoirement porter la mention «Elevage en batterie non admis en Suisse». Ce qui est valable pour les poules ne l'est apparemment pas pour les humains».

C'est en ces termes qu'Erica Hennequin a plaidé pour que le canton du Jura fasse usage de son droit d'initiative cantonale à Berne, afin que la Suisse s'engage, dans les négociations internationales, pour la reconnaissance de critères sociaux et environnementaux de production; pour l'interdiction d'importer des fruits et des légumes lorsque les droits élémentaires des travailleurs agricoles sont bafoués; pour que les denrées importées soient accompagnées d'une déclaration sur les conditions de production.

Entre 2004 et 2008, les Grands Conseils de tous les cantons romands ont accepté à une très large majorité une demande semblable, émanant de députés verts, avec le soutien de collègues d'autres partis. Ces initiatives cantonales seront traitées sous peu par les commissions compétentes des chambres fédérales, conjointement, peut-être, avec la motion Zisyadis et l'interpellation Menétrey-Savary portant sur le même sujet.

Depuis une dizaine d'années, les

conditions désastreuses de production de fruits et légumes dans le Sud de l'Espagne (Province d'Almeria, El Ejido, Huelva, Nijar) provoquent l'indignation générale. Des dizaines de milliers d'hectares de serres de plastic blanc (visibles même de l'espace); mille camions qui

immigrés, traités en esclaves, dont la moitié sont des Sans papiers... Ces conditions de travail, qui existent aussi ailleurs en Europe ou au Maghreb sont hélas intrinsèquement liées au système de production de l'agriculture intensive. C'est pourquoi les interventions can-

protection des animaux et sur la dignité des plantes, mais on se fiche de celle des travailleurs! C'est du moins ce qu'on peut déduire du refus du Conseil fédéral d'entrer en matière sur les motions et interpellations déposées dans ce sens au Conseil national. Les conditions de travail des ouvriers agricoles sont de la compétence de l'OIT, l'OMC s'en lave les mains, même si le Conseil fédéral assure qu'il «se bat depuis longtemps» en faveur d'une meilleure coordination entre ces deux organisations. A la limite, on nous recommande d'avaler les produits de l'agriculture industrielle pour ne pas gêner l'exportation des services et des machines suisses.

Les parlements cantonaux romands ont clairement et fermement montré qu'ils ne sont pas d'accord avec cette politique. Cette action forte, menée en concertation entre députés verts, est une première et un modèle du genre. On se réjouit de voir comment les autorités fédérales se laisseront bousculer par le paquet des cantons et si ces derniers tiendront durablement le choc en retour!

Anne-Catherine Menétrey-Savary
co-présidente de la Plateforme
pour une agriculture socialement
durable



La plateforme pour une agriculture socialement durable à la mobilisation d'Anancy fin septembre pour une autre politique agricole commune.

emportent chaque jour ces produits vers le nord de l'Europe; un mode de culture qui provoque l'assèchement des nappes phréatiques et la dégradation des sols. Hélas; l'indignation ne freine pas vraiment la consommation! Du moins pas encore. Mais ce qui inquiète, c'est tout autant le sort des 90'000 travailleurs

tonales visent en premier lieu les traités internationaux tels que ceux de l'OMC ou les accords bilatéraux de libre échange. Actuellement, les seules restrictions à l'importation de denrées alimentaires sont sanitaires. Les critères écologiques peuvent être pris en compte, mais pas les critères sociaux. On légifère sur la

Pour un âge de l'AVS flexible

En général, Uniterre ne se prononce pas sur des objets de votation qui ne concernent pas spécifiquement l'agriculture. Mais en l'occurrence, la proposition de flexibilisation de l'âge de la retraite proposée en votation le 30 novembre prochain concerne les indépendants et donc les agriculteurs. Le comité d'Uniterre s'est penché sur le sujet à son dernier comité et estime qu'il faut soutenir le projet.

L'AVS est un mécanisme de solidarité entre génération et entre les différents niveaux de revenus. Plus l'on gagne, plus le montant de la cotisation est important. Mais à la retraite, les rentes se situent entre 1105.-/mois à 2210.-/mois; ce plafond s'appliquant à tout le monde. L'AVS puis le II^{ème} pilier ont permis d'éclaircir l'horizon de nos retraité-e-s qui sont en général de bons consommateurs qui restituent à l'économie l'argent perçu, quelle que soit la conjoncture.

Cette initiative propose que toute personne qui exerce une activité rémunérée puisse décider librement de l'âge de sa retraite entre 62 et 65 ans sans que sa rente AVS en soit réduite. En contrepartie, les deux conditions étant de cesser l'activité lucrative et de disposer d'un revenu inférieur à 9'180.-/mois (13 salaires).

L'initiative offre la possibilité d'une retraite anticipée à des personnes à revenus bas ou moyens qui n'auraient pas pu en bénéficier autrement au vu de la diminution permanente de rente effectuée. L'administration estime que

30% des personnes pourraient s'y intéresser. En effet, les personnes gagnant bien et étant en pleine santé ne sont pas forcément attirées par une retraite anticipée. Celles n'ayant pas d'activité lucrative n'y auront pas droit et celles qui gagnent plus de 9'180 francs sont également exclus. Le droit inconditionnel à la retraite serait lui fixé à 65 ans.

Projet cher?

La Suisse peut-elle se permettre un tel projet? La flexibilité de l'âge de la retraite n'est bien sûr pas gratuite. Le vieillissement de la population est quelque fois vu comme un risque pour les finances de l'AVS. Selon les initiants, tel n'est pas le cas. La productivité du travail a fait que s'il fallait neuf personnes cotisantes en 1948 pour financer une rente, il n'en faut plus que 3,6 aujourd'hui. Les salaires et la productivité du travail ont en effet augmenté. Par ailleurs, les caisses de l'AVS ne sont pas asséchées; elles se portent plutôt bien. Mais trop d'optimisme serait un risque. C'est pourquoi les initiants suggèrent - qu'en cas d'acceptation de l'initiative par

le peuple - que le Parlement propose une hausse des cotisations AVS de 2,4 pour mille à partager à parts égales entre l'employeur et le salarié. Ce qui correspond, pour un revenu moyen, à 6,50.-/mois.

Côté futur retraité...

Si nous souhaitons fondamentalement investir nos énergies dans l'installation des jeunes dans l'agriculture, il ne faut pas nier une autre réalité. Certains paysans, proches de la retraite, ne remettent pas leur exploitation car ils n'ont tout simplement pas les moyens financiers pour cesser leur activité. Les revenus des indépendants ne sont pas par définition élevés. Ils sont souvent moyens voire bas et fluctuants. Les rentes AVS sont donc faibles et une retenue sur la rente (système actuel) n'est tout simplement pas envisageable. Sans compter que certains n'ont pas de II^{ème} pilier ou l'ont investi dans l'entreprise. Avec ce nouveau système, ils pourraient plus facilement remettre l'exploitation à la génération suivante ou la mettre en fermage. Il n'est pas rare, après une

vie paysanne, d'avoir quelques fatigues qui nous amènent à souhaiter un retrait plus rapide. Les paysans font partie du groupe professionnel d'indépendants qui doit souvent trouver une solution de retraite anticipée en raison de la dureté du métier. Le poids administratif actuel de ce genre de demande est lourd, le nouveau système changerait la donne.

Côté patronal...

En tant qu'employeurs vous êtes aussi concernés par ce projet puisque vous devriez éventuellement assumer une augmentation de la part patronale de 1,2 pour mille. Mais cela ne pèserait pas bien lourd même pour des «grands employeurs» tels que les maraîchers par exemple.

Qu'en pense Uniterre?

Ces aspects ont joué en faveur d'une prise de position positive d'Uniterre sur ce sujet. En conclusion, nous vous encourageons à voter oui à «l'initiative pour un âge de l'AVS flexible» le 30 novembre prochain.

Comité Uniterre

SUJETS PARLEMENTAIRES

Deux initiatives parlementaires ont été déposées lors de cette session et concernent notre secteur

Les parlementaires ont dû jouer du crayon pour signer une initiative concernant la souveraineté alimentaire déposée par Jacques Bourgeois, conseiller national radical et directeur de l'Union Suisse des Paysans et une autre concernant un moratoire sur l'importation des agrocarburants déposée par Rudolf Rechsteiner, conseiller national socialiste et publiciste.

Il est intéressant de noter que les deux initiatives ont récolté entre 100 et 110 signatures parmi les 200 conseillers nationaux. L'une comme l'autre récoltent des paraphes provenant de tous les partis présents sous la coupole.

Souveraineté alimentaire

Lors de notre précédente édition, nous vous avons informés du projet concernant la souveraineté alimentaire de Jacques Bourgeois. De notre point de vue, le texte est de portée très limitée, mais il va néanmoins dans le bon sens et jette ainsi un premier pavé dans la marre pour inscrire la souveraineté alimentaire dans notre législation.

Deux modifications dans la loi sur l'agriculture sont proposées: la première consiste à inscrire la souveraineté alimentaire dans l'article 1 concernant les buts. La seconde est d'ajouter un alinéa

1bis dans l'article 2 qui serait formulé ainsi: *«assurer la couverture de manière prépondérante des besoins de la population par une production indigène de qualité, durable et diversifiée».*

L'objectif est de renforcer toute la filière alimentaire indigène. Sont concernées non seulement la production et à la transformation, mais aussi par exemple la promotion des ventes, la déclaration des matières premières, la reconnaissance des indications géographiques de provenance et la protection du sol en tant que moyen de production. Le texte et l'argumentaire sont disponibles sur le site de la Confédération www.parlament.ch dans la rubrique Curia Vista.

Le dépôt de cette initiative ne remet absolument pas en question notre idée d'initiative populaire sur la souveraineté alimentaire. Celle-ci doit se voir comme un véritable outil de débat populaire qui

permettrait d'inscrire la souveraineté alimentaire de manière conséquente dans notre Constitution.

Moratoire sur l'importation des agrocarburants

C'est quelques jours avant la journée mondiale de l'alimentation que le texte a été présenté au public lors d'une conférence de presse. Celle-ci a réuni les conseillers nationaux Rudolf Rechsteiner (PS), Président de Swissaid, Maya Graf (Les Verts), paysanne bio, Elvira Bader (PDC), paysanne, ainsi que Jacques Bourgeois (PRD), Directeur de l'Union Suisse des Paysans. L'initiative exige un moratoire de cinq ans sur l'importation en Suisse des agrocarburants et des matières premières destinées à leur fabrication. Les agrocarburants fabriqués avec du biogaz, des huiles usagées ou des déchets de l'industrie

agro-alimentaire, de l'agriculture et de la foresterie ne tombent pas sous le coup du moratoire. L'initiative parlementaire de Rudolf Rechsteiner se voit comme la contribution suisse aux efforts faits dans le monde entier pour se donner le temps de trouver les nouvelles perspectives énergétiques qui permettront d'éviter – particulièrement dans les pays en voie de développement – de désastreuses conséquences écologiques et sociales.

Ce projet a été lancé par la Plate-forme agrocarburants, un regroupement informel d'organisations agricoles (dont Uniterre), ecclésiastiques, d'aide au développement, de défense des droits de l'homme et de protection de l'environnement. Plus d'infos sur notre site.

Valentina Hemmeler Maïga

«Semer l'Avenir!»

Pour la deuxième année consécutive, Thomas et Antoine Descombes ont organisé une journée «Semer l'Avenir!» sur leur exploitation. Le but de ces initiatives qui se sont déroulées cette année sur 28 fermes en Suisse est de soutenir les semences sans OGM et d'utiliser de manière constructive la période du moratoire sur les OGM.

A Genève, plus de 100 personnes se sont retrouvées le 11 octobre dernier dans le magnifique village de Choulex par un temps splendide. Avant de passer au semis, les participant-e-s ont pu écouter quelques allocutions.

Rudi Berli, pour Uniterre, a rappelé la réalité que vivent les paysans suisses: pris en étau entre une politique agricole orientée vers une restructuration forcée et un marché où les forces sont inégales et où la libéralisation demeure

de la campagne «Semer l'Avenir!», a estimé qu'il fallait valoriser ce moratoire unique au monde que nous avons sur les OGM et soutenir sa prolongation de 3 ans. Il faut s'émanciper des OGM au lieu d'accepter passivement leur dissémination. C'est aussi une manière de participer de manière très concrète et citoyenne à la souveraineté alimentaire qui demande de lutter contre les OGM et de maintenir les semences libres de brevets. En semant quelques centaines de grammes de blé, chaque semeur peut ainsi prendre conscience de l'origine des denrées alimentaires et pourra peut-être consommer prochainement du pain fait avec cette farine.

Le semis a été un moment de forte convivialité! Chacun s'est appliqué à faire au mieux le geste auguste du semeur, des plus petits aux plus âgés. Un cheval est ensuite passé pour herse le champ alors que les semeurs en herbe goûtaient des produits locaux de saison: soupe à la courge accompagnée de pain fait à base du blé 2007, gâteau et jus de pomme.

Valentina Hemmeler Maïga



L'acte du semis se prépare sous les indications de Ueli Hurter.

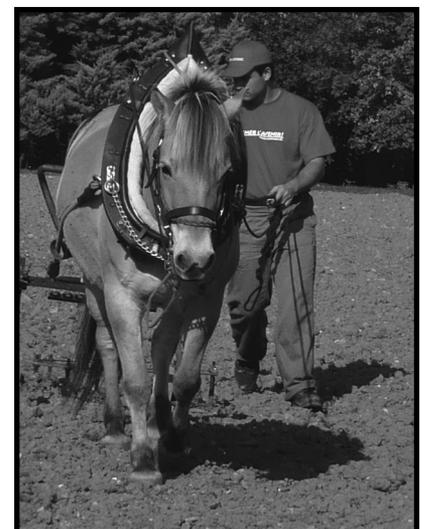
Après des mots de bienvenue et quelques explications de Thomas Descombes, la parole a été donnée à Mme Sandrine Salerno, Conseillère administrative de la Ville de Genève. Elle a souligné la nécessité de dynamiser le débat sur la souveraineté alimentaire sur le plan politique, de se questionner sur l'agriculture que nous souhaitons mais aussi de comment nous consommons. D'être capables de remettre en question nos actes d'achat tant comme individu que comme collectivité publique.

le maître mot. Il est donc indispensable de rééquilibrer le rapport de forces et d'arriver à obtenir des prix rémunérateurs pour les producteurs afin qu'ils puissent envisager l'avenir. Les semences sont la base de la production, celles-ci doivent impérativement rester libres d'accès pour les paysan-ne-s. Cette revendication fait partie du projet d'initiative populaire sur la souveraineté alimentaire que concocte Uniterre.

Ueli Hurter, paysan biodynamique de Neuchâtel et un des deux initiateurs



Le geste auguste...



Finition du travail.

En Colombie le pouvoir et les propriétaires terriens: grands promoteurs des agrocarburants

Trois Colombiens, invités par le «groupe de travail Suisse-Colombie», sont venus parler de ce qu'ils vivent sur le terrain dans ce pays d'Amérique latine fort convoité pour le développement des productions d'agrocarburants, notamment à base de palmiers à huile.

A écouter les témoignages, nous sommes en raison de douter de la possibilité de fixer des critères sociaux et environnementaux pour la production d'agrocarburants (proposés en Suisse dans le cadre de la loi sur les huiles minérales qui défiscaliserait des productions jugées «durables»). L'exemple de la Colombie démontre, s'il en faut, qu'il est pratiquement impossible de contrôler la production et surtout les conditions spécifiques qui ont amené à produire des agrocarburants dans une région donnée.

Pour Alberto Franco, Père colombien qui travaille pour l'organisation «Justice et Paix», l'histoire de la Colombie est un long cheminement vers la concentration de la propriété des terres et des expropriations arbitraires. Ces terres sont ensuite essentiellement utilisées pour les cultures destinées aux exportations. Que ce soit de la coca via les narcotrafiquants, ou des monocultures destinées aux agrocarburants ou à l'alimentation humaine ou animale.

Les projets de cultures de «palme africaine» destinées aux agrocarburants sont sous la main-mise des grands propriétaires terriens, de politiciens proches du pouvoir, de la police, des militaires et des paramilitaires. Il y a aujourd'hui un lien très clair entre les déplacements forcés des populations minoritaires (indigènes ou afro-colombiens) et ce type de cultures. Cela s'illustre également par les fréquents assassinats ciblés de militant-e-s paysans qui dénoncent ces monocultures. Pour exemple, le 14 octobre 2008, un leader d'une communauté paysanne qui était engagé contre l'extension de ces monocultures a été assassiné par les paramilitaires dans la zone humanitaire où normalement aucune personne armée ne peut circuler. Au même moment, la première table ronde d'Amérique latine pour la culture durable de palmiers se tient à Cartagène en Colombie; elle a débuté le 16 octobre, journée mondiale de l'alimentation... L'objectif de ses promoteurs étant d'obtenir les certificats nécessaires à la «labellisation durable» pour exporter la production...

Alberto Franco dénonce la production de ces monocultures car celles-ci sont,

outre la problématique des violations des droits humains, parfaitement incompatibles avec le mode de vie des communautés indigènes qui prône l'harmonie avec l'environnement qui l'entoure. La biodiversité, le tissu social et l'environnement sont détruits.

Indigènes menacés

Ernesto, membre de l'Association des conseils indigènes du nord du Cauca, est venu parler de ce qu'il vit au quotidien. Sous le couvert de la lutte contre le narcotrafic et le terrorisme, l'Etat colombien profite de confisquer le territoire des indigènes. Ce processus est appuyé largement par les Etats-Unis via l'accord «Plan Colombie» qui lie ces

aucun cas espérer tirer son épingle du jeu. Pire, depuis des années, la communauté indigène est potentiellement propriétaires de terres, mais l'Etat ne veut pas les mettre à disposition car il entend les utiliser pour la plantation de canne à sucre. De plus, la région du Cauca aiguise l'appétit des multinationales car elle est très riche en minerais. D'ailleurs, à ce jour, des concessions ont été cédées à des multinationales sur 60% des terres de la région.

Afrocolombiens expulsés

Ligia María est une militante afro colombienne dans le département du Chocó. Au cours de l'Opération Génesis en 1997 dans le Curvaradó, la population

gulièremment expulsés par des opérations conjointement menées par l'armée et les paramilitaires. Malgré des titres légaux de propriétés collectives, les terres sont utilisées par des entreprises privées pour la plantation de palmiers. L'Etat a promis à moult reprises de rétrocéder ces terres aux ayant-droits, mais il n'a jamais tenu parole.

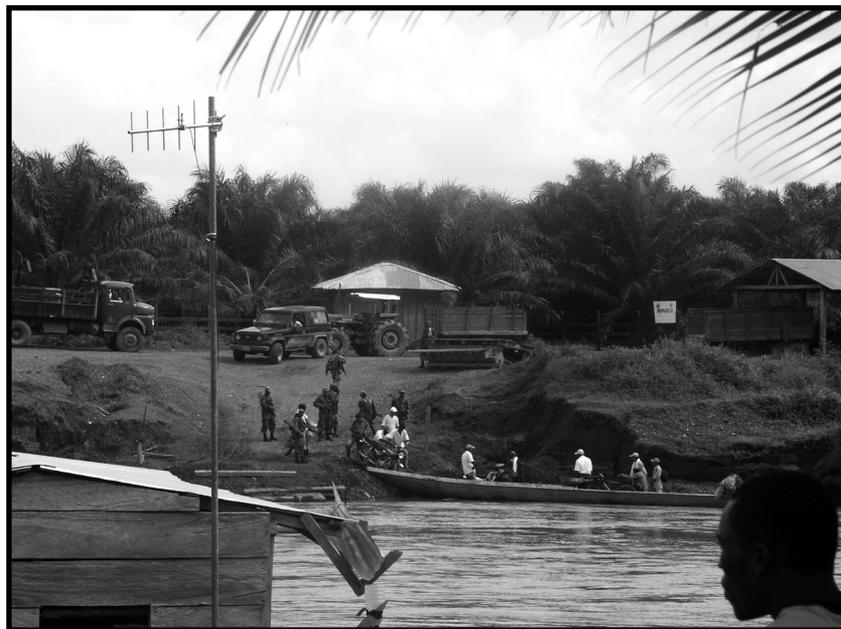
114 personnes ont été tuées lors des 13 expulsions successives liées à 13 projets d'implantation de cultures d'huile de palme. Pour la communauté afro colombienne, la culture de palme est synonyme de sang et de destruction complète de leur tissu social. Au quotidien, ils constatent que la biodiversité a extrêmement souffert de l'expansion des monocultures. Les sols se sont appauvris et l'utilisation d'intrants en devient malheureusement indispensable.

Pour Ligia, si le gouvernement colombien dit que la guérilla est responsable de la situation qu'ils vivent, force est de constater que toutes ces monocultures de palmiers appartiennent aux proches du pouvoir colombien et non à la guérilla.

Les deux militants soulignent aussi le fait qu'il est toujours plus difficile de créer des liens et de les maintenir avec des partenaires internationaux. Ces derniers sont souvent victimes de la tendance cherchant à «criminaliser» les organisations qui soutiennent le travail des communautés de base colombiennes. Ils sont accusés de soutenir la guérilla, sont quelque fois expulsés et interdits de territoire colombien, voire même poursuivis ou surveillés dans leur pays d'origine par leurs propres autorités. Malgré ces nouvelles difficultés que l'on fait passer sous le couvert de la «lutte globale contre le terrorisme», Ligia appelle les Suisses à venir sur place pour voir ce qui se passe réellement. L'image de son pays que tente de présenter le Président colombien à la communauté internationale est fautive. Mais comme celles et ceux qui disent la vérité en Colombie sont menacés de mort, des témoignages extérieurs sont essentiels pour appuyer le travail des mouvements de base.

Valentina Hemmeler Maïga

Plus d'infos également sur:
<http://www.agrotreibstoffe.ch>



Dans les régions de cultures de palmiers à huile, l'armée est très présente...

deux Etats. On assiste à des violations massives des Droits humains et des traités internationaux que la Colombie a signés. Aujourd'hui, la situation est à ce point dramatique que sur 100 pesos, 85 pesos sont investis dans la guerre et 15 pesos dans les besoins sociaux de la population. En ce qui concerne l'agriculture, seuls les grands projets destinés à l'exportation (café, palme, caoutchouc, bois, ...) sont réellement soutenus par le biais de financements ou de crédits. Les communautés indigènes sont abandonnées à elles-mêmes et leur agriculture de subsistance ne peut en

afro-colombienne a été expulsée de ses terres. Actuellement, 22'000 ha de terres ont été pris de force par l'Etat colombien pour planter de l'huile de palme, bien que les communautés afro colombiennes en soient les propriétaires légitimes. Ils sont en lutte depuis 12 ans et vivent dans des conditions «infra-humaines» dans les montagnes ou enfoncés au coeur du territoire. 5'000 familles vivaient dans la vallée du Curvaradó; aujourd'hui, entre celles qui sont restées et les quelques unes qui ont pu revenir, il n'y a plus que 1'000 familles.

Au Curvaradó les habitants sont ré-